

International

BYE BYE « COMRADE BOB » !

20/12/2017

La démission forcée de Robert Mugabe a mis fin à un très long règne despotique qui avait précipité le Zimbabwe dans une situation politique, économique et sociale dramatique. La transition menée par l'ancien numéro deux du régime sera-t-elle pour autant l'annonce d'un avènement démocratique à Harare ?

Après trente-sept ans de règne, le plus vieux chef d'État du monde en exercice, Robert Mugabe, a été contraint de quitter le pouvoir à Harare. Celui qui était d'ores et déjà candidat – pour bien entendu être réélu dès le premier tour – à un septième mandat présidentiel ne sera donc finalement pas reconduit.

Celui que l'on appelait souvent « Camarade Bob » a été pour beaucoup – et demeurerait pour certains – une icône africaine et une figure combattante de la libération du colonialisme ; il quitte finalement la scène politique par une « petite porte de l'histoire » avec l'image de l'archétype du potentat africain accroché au pouvoir contre vents et marées.

En effet, la perspective annoncée du pouvoir transmis directement à son épouse Grace Mugabe aura été le choix de trop. S'il fut indéniablement fin stratège politique, son âge – 93 ans – et son aveuglement vis-à-vis des desideratas sans limites de son épouse auront révélé une absence de lucidité grandissante et auront été *in fine* fatals au vieux président.

Vrai-faux coup d'État ?

Dans la nuit du 14 au 15 novembre 2017, le général Sibusiso Moyo annonce à la télévision nationale qu'il ne s'agit pas d'un coup d'État mais d'une volonté d'écarter les « criminels dans l'entourage de Robert Mugabe », opération nommée « Restaurer la légalité » (opération dont la fin a été annoncée le 18 décembre). Les nouveaux hommes forts du pays – dont Constantino Chiwenga, commandant des Forces de défense zimbabwéennes, c'est-à-dire le chef d'état-major de l'armée – savent en effet combien cette méthode de changement de régime est très mal perçue dans la région mais aussi sur le continent et dans le monde, et possible source de sanctions ou autres contraintes.

Mais une intervention télévisée au milieu de la nuit d'un officier militaire, accompagnée de

véhicules de l'armée déambulant ou postés en différents lieux stratégiques de la capitale, renvoie malgré tout aux images classiques d'un coup d'État...

Comme avec Moubarak en Égypte – son fils semblant devoir succéder à son père vieillissant –, l'armée zimbabwéenne n'a pu accepter cette transition familiale et par là-même l'éviction brutale du vice-président Emmerson Mnangagwa dont elle est très proche au profit de l'épouse du président, Grace Mugabe.

Exclu de la ZANU-PF le 19 novembre 2017 et après d'âpres négociations entre Mugabe et les militaires – celui-ci voulant être sûr des garanties d'immunité et de certains avantages conservés –, le « camarade Bob » annonçait sa démission le 21 novembre.

De retour d'Afrique du Sud où il s'était exilé après avoir été démis de ses fonctions, Mnangagwa assurait la transition en étant investi président par intérim le 24 novembre.

L'Afrique du Sud – puissance régionale voisine et ayant de nombreux intérêts économiques au Zimbabwe – et la Chine – principal investisseur et créancier du pays –, tenues au courant, n'ont en rien empêché ce « coup d'État », l'élite militaire et Mnangagwa paraissant mieux à même de garantir la stabilité qu'un Mugabe diminué et qu'une épouse et ses acolytes par trop ambitieux. Le déplacement de Chiwenga trois jours après l'éviction de Mnangagwa à Pékin et celui deux jours avant le coup de force en Afrique du Sud laissent d'ailleurs supposer quelques « consultations » entourées d'un silence plutôt approbateur...

Trois acteurs ont tenu les rôles principaux dans le dénouement de ce très long règne : Robert Mugabe, son épouse Grace et le vice-président démis, Emmerson Mnangagwa. Mais sans pour autant oublier en toile de fond la ZANU-PF et surtout l'armée et ses principaux cadres.

Et ces trois personnages d'incarner également le conflit de génération les opposant. La faction dite « Lacoste » – ainsi est nommé l'entourage de Mnangagwa en référence à son surnom, le « crocodile » (nous verrons plus bas plus en détail cette question) – et celle de Grace Mugabe, appelée « Génération 40 », soutenue notamment par des cadres plus jeunes du ZANU-PF, aucun d'entre eux n'ayant été des acteurs de la libération en 1979-1980.

Mugabe, du héros au despote

Quand il devient Premier ministre en 1980, sept ans avant de devenir chef de l'État, Robert Mugabe suscite l'admiration. Il a en effet passé dix années en détention, dirigé la lutte armée contre le

pouvoir de Rhodésie du Sud blanc et ségrégationniste de Ian Smith et, au nom de l'unité du pays, il joue d'abord la carte de la réconciliation. Il incarne alors la réussite d'une Afrique indépendante et est salué dans les capitales occidentales.

De 1980 à 1989, le pays enregistre en effet une croissance économique soutenue (plus de 4% en moyenne par an), les indicateurs sociaux progressent, la mortalité infantile baisse, l'espérance de vie augmente. Le Zimbabwe fait alors très bonne figure parmi les pays dits en développement.

Mais l'autre face de Mugabe se révèle dès la répression violente des partisans de son rival Joshua Nkomo (du parti ZAPU) dans le cadre des massacres de Gukurahundi dans le Matabeleland en 1983-1984, qui feront près de 20 000 morts.

L'adoption en 1991 du programme d'ajustement structurel encouragée par le FMI (comme dans nombre d'autres pays du continent avec les résultats que l'on connaît...) puis le programme de réformes agraires lancé en 2000 vont précipiter le Zimbabwe dans une spirale qui mènera à la situation dramatique actuelle. Ces réformes s'accompagnent en effet de violences et contraignent la plupart des fermiers blancs à quitter le pays. Les élites gouvernementales et de la ZANU-PF s'accaparent de vastes étendues de terre tout en désorganisant le système agricole du pays, provoquant ainsi des pénuries alimentaires à répétition. C'est le temps des diatribes anti-impérialistes, des élections qui n'en sont pas, des crises alimentaires et de la ruine financière.

Le bilan économique, politique et social de Mugabe est sans appel : l'espérance de vie est dorénavant parmi les plus basses d'Afrique et du monde (59 ans), le PIB par an et par habitant est très faible (940 \$ en 2016 – contre 38 950 en France), les chiffres indiquent entre 80 et 90% de la population au chômage, les investissements directs étrangers sont très faibles, le pays ne dispose presque plus de liquidités, le niveau de corruption est très élevé, etc.

Au plan politique, l'espoir fut bref, le héros de l'indépendance, inlassable pourfendeur de la dictature des colons blancs, s'installant progressivement dans une forme identique de dictature. Il ne fallut que quelques mois à Mugabe pour éliminer physiquement toute forme d'opposition et semer la terreur dans le pays, trois ans pour chasser du pouvoir son allié de la résistance, Joshua Nkomo, et sept ans pour supprimer le poste de Premier ministre, qu'il occupait, au profit de celui de président, qu'il occupera jusqu'à il y a quelques jours. Son principal opposant dans les années 2000, Morgan Tsvangirai, sera victime d'un « accident », et lorsque Mugabe sera contraint de le nommer Premier ministre, cette période sera pour Tsvangirai d'une très grande brutalité politique et humaine.

Monopolisant le pouvoir pendant trente-sept ans, on aurait pu imaginer que Mugabe préparerait autrement mieux sa succession, en prenant notamment en compte les attentes et les susceptibilités des principaux officiers de l'armée. Le limogeage de son vice-président suite à une demande de son épouse et au profit de celle-ci, ainsi que la purge au sein de la ZANU-PF et de l'armée que cela laissait préfigurer, aura été la mauvaise décision de trop et aura donc précipité la fin du trop long règne du « Comrade Bob ».

Grace Mugabe, de l'ascension à la chute

Ex-secrétaire de Mugabe et connue jusqu'en 2014 plutôt pour son côté frivole et dépensier – d'où ses surnoms « Gucci Grace », « la première acheteuse » ou encore « Disgrace » –, souffrant de la comparaison avec la première épouse du désormais ex-chef d'État zimbabwéen, Sarah Mugabe (décédée en 1992), qui était elle une véritable combattante de la lutte anticoloniale, elle devient en 2014 la présidente de la puissante Ligue des femmes de la ZANU-PF.

C'est cette année-là qu'elle commence alors à s'en prendre violemment à tous ceux qui seraient susceptibles de remplacer son mari, avant même d'afficher ouvertement son ambition de le remplacer. Ce fut le cas de Joice Mujuru, vice-présidente à l'époque et pressentie pour remplacer Robert Mugabe, exclue de la ZANU-PF, vilipendée et écartée de toute responsabilité. Joice Mujuru créera son parti peu après (cf. note 3). Grace Mugabe est aussi connue pour son agressivité. Ainsi en août dernier, accusée d'avoir frappé un mannequin à Johannesburg, elle avait requis l'immunité diplomatique pour échapper à tout ennui.

Grace Mugabe a néanmoins réussi à se rendre incontournable dans le premier cercle du pouvoir et a su convaincre son mari de renvoyer le « Crocodile » Emmerson Mnangagwa, vice-président et vieux compagnon de lutte de Robert Mugabe, afin de mieux assurer sa succession à la présidence du parti et du pays. Manœuvre qui sera celle de trop !

Emmerson Mnangagwa, véritable transition ou simple révolution de palais ?

Nommé président par intérim le 24 novembre 2017 et président de la ZANU-PF à l'issue de son premier congrès post-Mugabe tenu du 12 au 15 décembre, le Crocodile est donc celui qui aura mis fin au long règne de « Comrade Bob ». Garde du corps de Mugabe pendant son exil au Mozambique à partir de 1974, il a aussi été plusieurs fois son ministre (Défense, Sécurité d'État, Justice) et son vice-président jusqu'à son récent limogeage.

Il est aussi connu, et redouté, pour son rôle dans la très violente répression contre les opposants au régime dans le Matabeleland en 1983-84 (voir plus haut) ou encore dans celle qui en 2008 a durement frappé les soutiens de Morgan Tsvangirai (200 morts environ selon différentes sources). Il va sans dire que Mnangagwa a toujours nié toute responsabilité.

Âgé de 75 ans aujourd'hui, dont plus de quarante au service de Mugabe, Mnangagwa incarnait l'interface entre le gouvernement, la ZANU-PF, les services de renseignement et ceux de l'armée. Très proche de cette dernière et des vétérans de la libération – que l'association Zimbabwe National Liberation War Veterans Association (ZNLWVA) regroupe en grande partie et qui possède une influence non négligeable –, vétérans dont Mugabe avait également perdu le soutien, le nouveau président va devoir relever le défi de l'après-Mugabe. Réputé pragmatique en économie, le nouveau président a ainsi pris soin dans son discours d'investiture du 24 novembre de ménager les anciens combattants quant aux terres obtenues lors des expropriations menées dans le cadre des fameuses – mais désastreuses – réformes agraires du début des années 2000, mais aussi les fermiers lésés. Son nouveau ministre de l'Agriculture ordonnait ainsi le 14 décembre l'évacuation des occupants illégaux d'exploitations agricoles qui appartenaient à des fermiers blancs, près de deux décennies après leur confiscation *manu militari* par l'ex-président Robert Mugabe. Mnangagwa veut ainsi envoyer également des signaux aux potentiels et nécessaires investisseurs nationaux mais tout autant, et surtout, étrangers.

Le poids de l'armée dans la nouvelle configuration politique du Zimbabwe, avec notamment sa présence dans le nouveau gouvernement, dont celle du général Constantino Chiwenga – commandant des Forces de défense zimbabwéennes et principal artisan du coup de force, devenu également vice-président de la ZANU-PF –, mais aussi l'occupation de postes importants au sein du parti mettent en lumière la dépendance du nouveau président vis-à-vis de l'institution militaire.

Les suites de cette révolution de palais inscriront-elles le Zimbabwe dans l'histoire des « printemps africains » réussis, auprès de la Tunisie, du Burkina Faso et de la Gambie ? Ou, au contraire, le poids de l'armée préfigure-t-il d'un triste scénario à l'égyptienne ?